

*Initiatives ministérielles*

L'enseignement supérieur traduit une tradition ancienne et respectée de la Nouvelle-Écosse. En effet, les habitants de la province sont très fiers de pouvoir dire qu'un grand nombre des professeurs des autres universités du Canada ont été formés dans les universités de Nouvelle-Écosse.

Je vois mon collègue de Calgary en face, et cela me rappelle que le président de l'Université de Calgary, Murray Fraser, était doyen de la faculté de droit de l'Université Dalhousie à l'époque où j'y étudiais. La faculté de droit de l'Université de Victoria a été établie par des diplômés de Dalhousie et l'Université de la Colombie-Britannique, par des universitaires de la Nouvelle-Écosse.

• (1220)

Nos diplômés sont aujourd'hui présents dans des écoles, des institutions, des hôpitaux et des assemblées législatives partout au Canada. Nous rendons donc un service précieux à la population canadienne depuis longtemps. Nous sommes très fiers de cette tradition. Nous sommes fiers de nos diplômés et de nos étudiants.

Or, ceux qui étudient en Nouvelle-Écosse éprouvent des difficultés, de sorte qu'ils ne pourront tenir encore longtemps. Cette année, l'Université Dalhousie a dû hausser de 10 p. 100 les frais de scolarité. De nombreux députés ont des enfants qui étudient à l'université ou qui seront bientôt en âge d'y entrer.

Une hausse de 10 p. 100, c'est assez considérable, particulièrement au milieu de la pire récession que ce pays a connue depuis la crise des années 30, surtout que le chômage monte en flèche et atteint des sommets dans le Canada atlantique, surtout qu'il est impossible aux étudiants de gagner assez d'argent pour poursuivre leurs études, soit en occupant des emplois d'été, des emplois à temps partiel ou en combinant de tels emplois, soit en demandant des prêts et des bourses.

Que faisons-nous quand nous présentons des projets de loi comme le C-60, qui impose d'autres coupes dans le domaine de l'enseignement postsecondaire? Nous disons vraiment que l'enseignement postsecondaire au Canada est réservé aux riches. Ce n'est pas conforme à la tradition canadienne. Au contraire, nous jetons ainsi l'anathème sur la tradition canadienne en matière d'enseignement postsecondaire.

Encore une fois en Nouvelle-Écosse, les enfants de pêcheurs, d'agriculteurs, de mineurs et de métallurgistes

ont fréquenté l'université parce que les gouvernements qui se sont succédé au Canada ont garanti l'accessibilité de tous à des études universitaires, et non uniquement aux enfants de riches.

En effet, l'alma mater du premier ministre du pays, l'Université Saint-François-Xavier, à Antigonish, offre depuis toujours un enseignement aux habitants du nord de la Nouvelle-Écosse, dont la vaste majorité sont des fils et des filles de mineurs, de métallurgistes, de pêcheurs et d'agriculteurs de l'île du Cap-Breton.

Comment pouvons-nous assister sans broncher au démantèlement de notre système d'enseignement? On parle constamment de compétitivité, de mondialisation de notre économie et de la nécessité pour les Canadiens de livrer concurrence.

Y a-t-il un député à la Chambre qui estime que le Canada ne peut pas produire une main-d'oeuvre concurrentielle et instruite? Non, il n'y en a aucun. Notre pays a le potentiel voulu.

Si nous empêchons les moins nantis de poursuivre des études postsecondaires, nous pouvons tout simplement oublier le rêve de pouvoir exercer une concurrence sur le marché mondial.

Bientôt, les universités fortes d'une si belle tradition et d'une si belle histoire ne pourront plus fonctionner, même au minimum de leur capacité.

Pourquoi? Parce que le gouvernement fédéral a décidé de supprimer dans une grande mesure le financement nécessaire pour que ces universités continuent de fonctionner. Outre leur incapacité de fonctionner en tant qu'établissements d'enseignement, les principales universités canadiennes ont également de la difficulté à effectuer de la recherche et du développement.

Je songe encore une fois à mon alma mater, l'Université de Dalhousie, avec sa belle faculté de médecine qui a fourni des médecins au Canada et ailleurs, comme en conviendrait mon collègue de Winnipeg. Les travaux de recherche qui ont permis à l'Université de Dalhousie d'atteindre la célébrité ont constamment été réduits. Quelles en sont les conséquences? Il y en a deux.

Tout d'abord, notre pays rate l'occasion de réaliser des progrès comme ceux qui lui ont permis de devenir célèbre et, ensuite, nos universités perdent les talents énergiques et créateurs qui y seraient venus pour enseigner et faire de la recherche. Or, comme l'argent se fait rare, où vont-ils? Aux États-Unis.